

Retour sur mai

Les marchés ont été instables en mai, fluctuant au gré des négociations entourant le plafond de la dette américaine avant qu'un accord ne soit finalement annoncé à la fin du mois. L'inflation n'a pas diminué autant que les banques centrales l'avaient anticipé, l'activité économique et les marchés de l'emploi étant plus résilients que prévu dans un contexte marqué par les craintes d'une récession et d'un ralentissement de la croissance des bénéfices des sociétés. Les actions canadiennes, léthargiques pour la plupart, ont clôturé le mois en baisse de 4,95 %. Dix des onze secteurs d'activité canadiens ont conclu le mois en territoire négatif, alors que seul le secteur des technologies de l'information enregistrait des gains. Les prix des produits de base ont diminué, le gaz naturel et le pétrole brut WTI perdant respectivement 12,10 % et 11,12 %. Le cuivre s'est déprécié de 6,52 % et l'or, de 1,79 %. Les cours des titres boursiers américains ont grimpé de 0,43 % en dollars américains et huit des onze secteurs représentés par l'indice S&P 500 ont terminé le mois en territoire positif. Les obligations canadiennes ont fléchi de 1,69 %, sous l'effet de signes pointant vers un enracinement de l'inflation, la Banque du Canada ayant indiqué que de nouvelles mesures de resserrement de ses politiques monétaires étaient à prévoir. Les actions des marchés émergents se sont dépréciées de 1,66 %.

Voici certains des faits saillants du mois de mai :

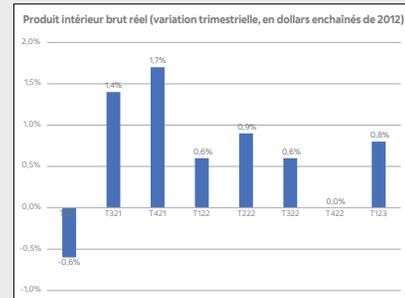
Les pourparlers sur le plafond de la dette aux États-Unis retiennent l'attention. En mai, les investisseurs ont été captivés par les tractations à Washington entourant le plafond de la dette des États-Unis. Aux États-Unis, le plafond de la dette est le montant que le Congrès fixe pour limiter les fonds que le gouvernement fédéral peut, par l'entremise du Trésor, emprunter afin de s'acquitter de ses obligations. Les membres du Congrès avaient brandi la menace d'un refus d'une hausse du plafond, risquant de plonger le pays dans une crise financière pour des raisons politiques. Toutefois, un accord de principe a été conclu à la fin du mois de mai et ce dernier a été rapidement approuvé par la Chambre des représentants et le Sénat. À ces nouvelles, les marchés ont rebondi.

Résultats mitigés en ce qui a trait à l'inflation. Des données divergentes sur l'inflation ont été publiées au cours du dernier mois, alors que l'indice des prix à la consommation (IPC) au Canada et au Royaume-Uni affichait un pointage plus élevé que prévu pour avril. Selon l'IPC du mois d'avril, les prix ont augmenté de 8,7 % sur douze mois au Royaume-Uni et de 4,4 % sur douze mois au Canada. Aux États-Unis, les prix en avril ont augmenté de 4,9 % comparativement à la période correspondante de l'année précédente, la hausse des prix continuant à ralentir à un rythme légèrement supérieur aux attentes. Ces données serviront de balises aux banques centrales, alors qu'il appert que le cycle de resserrement quantitatif de la Réserve fédérale américaine touche à sa fin et que la Banque d'Angleterre pourrait continuer à hausser les taux d'intérêt pour tenter de freiner l'inflation.

Certains signes pointent vers un essoufflement de l'économie mondiale. D'après plusieurs rapports, l'activité économique a ralenti en Chine et en Allemagne, mais a été supérieure aux attentes aux États-Unis et au Japon. L'activité manufacturière en Chine s'est estompée en avril sous l'effet d'une demande anémique et de données comparatives sur douze mois désavantageuses. L'économie allemande est officiellement entrée en récession le mois dernier, son PIB se repliant durant deux trimestres consécutifs, sous l'effet d'une baisse des dépenses de consommation de 1,2 %. Au premier trimestre, le PIB du Japon a affiché une croissance supérieure aux attentes, stimulée par la vigueur du secteur du tourisme à la suite de la levée de restrictions frontalières liées à la pandémie.

Le saviez-vous?

Le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada a augmenté de 0,8 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent. En données annualisées, le PIB a crû de 3,1 %. Cette performance est supérieure aux attentes et à la « croissance » nulle enregistrée au quatrième trimestre. Ce gain témoigne de la vigueur du commerce international et des dépenses des ménages, contrebalancée en partie par la baisse des stocks, des investissements immobiliers et des investissements des sociétés en machinerie et équipement.



Source : Statistique Canada

INDICE†	1 mois	Variation (%) Cumul	1 an	Niveau de l'indice
Bons du Trésor (indice des Bons du Trésor à 60 jours FTSE Canada)	0,36	1,79	3,33	172
Obligations (indice des obligations universelles FTSE Canada)	-1,69	2,47	0,86	1 077
Actions canadiennes (indice composé S&P/TSX)	-4,95	2,28	-2,38	19 572
Actions américaines (indice S&P 500, \$ US)	0,43	9,64	2,89	4 180
Actions mondiales (indice MSCI Monde, \$ US)	-0,93	8,82	2,64	2 801
Marchés émergents (indice MSCI Marchés émergents, \$ US)	-1,66	1,15	-8,12	959

DEVICES†	1 mois	Variation (%) Cumul	1 an	Taux de change
\$ CA/\$ US	-0,16	-0,15	-6,82	0,74
\$ CA/euro	2,84	-0,04	-6,44	0,69
\$ CA/livre sterling	0,78	-2,97	-5,63	0,59
\$ CA/yen	2,06	6,09	0,93	102,66

PRODUITS DE BASE (\$ US)†	1 mois	Variation (%) Cumul	1 an	Prix
Or au comptant (\$/once)	-1,79	5,79	4,17	1 982
Pétrole WTI (\$/baril)	-11,12	-14,71	-25,28	68,09
Gaz naturel (\$/MBTU)	-12,10	-45,49	-54,79	2,27

† Rendement total au 31 mai 2023; indices libellés dans leur monnaie locale

Source : Bloomberg

Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'investir directement dans un indice.

MD Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse, utilisée sous licence. © Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 2023. Tous droits réservés.

Ce document a été préparé par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. à titre indicatif seulement. Les opinions exprimées à propos d'un placement, d'une économie, d'une industrie ou d'un secteur de marché donné ne sauraient être considérées comme une intention de négociation d'un fonds commun géré par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. En outre, ces opinions ne doivent pas être vues comme des conseils en placement ni comme des recommandations d'achat ou de vente. Elles peuvent par ailleurs changer en tout temps, selon les marchés et d'autres conditions, et nous n'assumons aucune responsabilité à leur égard.

Les renseignements fournis dans ce document, notamment sur les taux d'intérêt, les conditions des marchés, les règles fiscales et d'autres aspects des placements, peuvent être modifiés sans préavis, et Gestion d'actifs 1832 S.E.C. n'a aucune obligation de les mettre à jour. Dans la mesure où ce document contient des données et des renseignements provenant de tiers, ces derniers sont jugés exacts et fiables à la date de leur publication, mais Gestion d'actifs 1832 S.E.C. ne les garantit pas comme tels. Aucun élément de ce document ne constitue une promesse ou une déclaration quant à l'avenir. Les investisseurs qui prévoient mettre en œuvre une stratégie en matière de placement ou de fiscalité devraient s'adresser à leur propre conseiller professionnel pour obtenir des conseils de placement adaptés à leurs besoins. Ainsi, il sera tenu compte de leur situation et les décisions seront prises d'après l'information la plus récente.